

Propos recueillis par Hugues de Rosny



Illustrations par Cyril Glerum



Panorama des jeunes droites

• GHISLAIN LUNVEN •

Rêve et droite, rêve à droite. S'il est un topos politique, c'est bien celui de la dichotomie affectant le rêve et l'éthique de conviction à la gauche et le réel et l'éthique de responsabilité à la droite. Dans tous les cas, que la droite revendique sa part de rêve ou qu'elle assume son opposition aux « doux rêveurs », elle se recompose aujourd'hui en courants qui prétendent inspirer des jeunes citoyens, vous donc, étudiants qui nous lisez.

C'est pourquoi un rédacteur a interviewé pour le compte de La Gazelle trois jeunes personnalités de droite : Erik Tegnér, président du mouvement Racines D'avenir, Cédric Rivet-Sow de Libres !, le mouvement lancé par Valérie Pécresse en 2017, et Alexandre Freu, président des Républicains (LR) à Sciences Po.

Ce dossier n'est pas une tribune particulière pour promouvoir les idées de ces nouvelles figures de la droite, ni pour les démonter. Il s'agit là plutôt de présenter et de confronter les diagnostics que chacun dresse de son mouvement, de la situation de la société et de l'État français, ainsi que des solutions qu'ils proposent. Que l'on adhère ou non à leurs idées, les échanges que vous allez lire constituent un document de première main témoignant du positionnement idéologique actuel de jeunes aspirants aux fonctions représentatives de notre système politique.

Ce format sera reconduit par souci d'équilibre pour traiter les gauches et les centres français.

S'il y a bien un consensus entre nos trois interviewés, il se dégage du constat d'échec de LR sur les dernières années. Peu de succès chez les jeunes, évolution des caractéristiques sociologiques des sympathisants, succès du Rassemblement National (RN), perte d'audience à l'échelle nationale... Du constat à la solution en revanche, les voix/es divergent : il faudrait dans un cas accepter des rapprochements avec le RN (faire une union des droites), ou au contraire réaffirmer le positionnement libéral LR (non seulement économique mais social), ou enfin réaffirmer la troisième voie sociale de la droite française¹.

Sur le sujet européen aussi les constats rassemblent et les solutions fâchent. Si la forme actuelle de l'Union européenne (UE) n'a l'air de satisfaire personne, l'idée d'approfondir ou non le projet européen divise. Quant au mouvement des « Gilets jaunes » qui sature l'actualité, chacun l'aborde d'un angle différent pour l'inscrire dans son système de solutions politiques.

Nous laissons désormais à votre appréciation les interviews de nos trois intervenants.

Erik Tegnér
pages I et II
Cédric Rivet-Sow
page III
Alexandre Freu
page IV

Erik Tegnér

Erik Tegnér, 25 ans, est le premier de nos interviewés. Il se présente comme entrepreneur et militant chez LR depuis 2012. Breton par sa mère et fils d'un immigré suédois, il a participé à la campagne de Laurent Wauquiez pour la présidence du parti en qualité de Président des Jeunes avec Virginie Calmels, qu'il a quitté ensuite pour se présenter à la tête des jeunes républicains. Partisan d'une ligne de droite dure, tout en se positionnant comme libéral sur le plan économique, il craint que « l'État, par son omniprésence, finisse par tuer la Nation ». Sa position identitaire est radicale et sans compromis, notamment sur la question de l'islam en France et sa compatibilité avec les valeurs de la République.

Votre mouvement est-il en capacité de réunir les droites ?

Ce collectif indépendant des partis vise à promouvoir le dialogue des droites et depuis sa création, le nombre d'adhérents n'a cessé d'augmenter pour atteindre les 1000 en seulement 5 mois !

Une des valeurs fondamentales de Racines d'Avenir est l'enracinement. Cette notion fait écho à David Goodhart et son ouvrage *The Road To Somewhere*, dans lequel il explique que les nouveaux clivages sont entre les somewhere (enracinés) et les anywhere (déracinés). Ce collectif a pour objectif de rassembler cette jeunesse entrepreneuriale, conservatrice et identitaire qui a un réel besoin d'enracinement face à une forme aujourd'hui de mondialisation sauvage. Racines d'Avenir est majoritairement composé de jeunes issus des rangs des Républicains, mais un adhérent sur deux n'a jamais été encarté et c'est justement ce qui m'intéresse à l'heure où la jeunesse se détourne des partis politiques traditionnels.

Idéologiquement, vous êtes libéral-conservateur ?

On ne peut pas lutter contre l'immigration si on ne met pas fin aux pompes aspirantes de l'État providence. Se positionner dans la mouvance dite « libérale-conservatrice », c'est s'inscrire contre le projet incarné par Jacques Attali de l'homme nomade, qui voit dans l'immigration le moyen de compenser le manque d'actifs nécessaires pour financer notre système de retraite et de sécurité sociale. Au contraire, je pense que la solution est de réformer l'État providence en profondeur mais également de baisser les charges sur le travail, pour que le patronat n'ait plus besoin de tirer les salaires à la baisse à l'aide d'une immigration de masse. Mon constat est donc clair : pour stopper l'immigration, il ne suffira pas de fermer nos frontières. C'est ce que la droite doit comprendre. En ce sens, mon modèle est le jeune chancelier autrichien Sebastian Kurz qui a su mettre en œuvre un plan de baisse massive de la fiscalité et de lutte contre l'immigration et l'islamisme, notamment par l'expulsion d'imams radicaux. Et ce tout en s'alliant avec la droite alternative de son pays.

Quand vous visualisez « la droite », vous voyez quoi ? Quelles valeurs ?
(suite de l'interview p.II)

(suite de l'interview) La droite, c'est le patriotisme, l'amour de son pays, la valorisation de l'identité française. La droite se distingue radicalement de la gauche en ce sens qu'elle ne promeut aucune forme d'universalisme et ne cherche pas à voir en l'humanité une masse indifférenciée sans patrie ni racines. L'Humanité est belle par ses différences, reposant sur la diversité des nations et des cultures qui font les hommes. La gauche ne voit que l'égalité entre les hommes ; la droite voit au contraire la richesse des différences nationales et culturelles et souhaite ainsi les préserver, en refusant l'uniformisation des hommes et des idées.

À mes yeux la droite se synthétise par l'alliance de Tocqueville et de Chateaubriand. C'est-à-dire la défense des libertés et un amour de la perpétuation des traditions. La démocratie et le respect de nos racines latino-chrétiennes. La lutte contre l'omniprésence de l'État dans la vie quotidienne et la subsistance d'une armée forte de tradition. La liberté d'entreprendre et le Roman National.

Le Rassemblement national est-il vraiment de droite ? La ligne (Philippe) suivie durant la campagne présidentielle ne se réclamait pas de droite.

En tout cas, je note que le Rassemblement National est un des seuls partis à être encore audible au sein de la France des oubliés. Je n'adhère pas à sa vision anti-élites de la société, ni à sa lecture légèrement marxiste des clivages, mais je ne peux que me réjouir de la voir se rapprocher du camp de la droite type RPR des années 1990. D'ailleurs, depuis le départ de Florian Philippot, Marine Le Pen refuse de sortir de l'euro. Je pense qu'il faut les encourager dans cette voie et dialoguer avec eux. Le ralliement de Thierry Mariani sur la liste du RN pour les européennes montre que les digues idéologiques entre le RN et LR s'écroulent. J'espère désormais qu'il saura influencer Marine Le Pen dans le bon sens, pour qu'elle puisse réellement prendre un cap à droite et cesser d'adresser des signes dérangeants à Jean-Luc Mélenchon. Le chemin est encore long mais il ne faut jamais oublier l'interdépendance entre LR et le RN, qui ne peuvent gagner seuls. Et si demain il y a alliance, ça ne sera pas fusion ou vassalité. Nous avons nos différences, et elles doivent être préservées. En l'absence de dialogue ou d'alliance, je pense de toute façon qu'un grand mouvement de dépassement des clivages à droite pourrait émerger.

À ce propos, est-ce que pour vous c'est cette France qui s'est exprimée à travers le mouvement des « Gilets jaunes » ?

Totalement. Le mouvement des « Gilets jaunes », à son origine, est la preuve concrète et matérielle des thèses défendues par Christophe Guilluy dans son ouvrage *La France périphérique*. Il s'agit de la France des travailleurs issus de la périphérie des grandes zones urbaines, la France « qui se lève tôt pour aller travailler » pour reprendre une expression de Nicolas Sarkozy, la France pour qui la voiture est un outil essentiel du quotidien. Cette France que méconnaît la grande métropole parisienne. Cette France qui croule sous les taxes, les impôts, et qui prend conscience que son pouvoir d'achat ne cesse de se réduire au fil du temps. Je pense que cette partie de la population française, que l'on entend rarement, a atteint un niveau d'inquiétude et de saturation psychologique qui l'a amené à se mobiliser.

Vous êtes donc favorable à ce mouvement ?

Initialement, le mouvement des « Gilets jaunes » était plutôt de droite : anti-impôts, anti-migrants et promoteur d'une forme de conservatisme culturel. Je goûte très peu à la récupération politique de l'extrême gauche, qui en noyant une partie du mouvement, a tenté de diffuser des idées qui n'auront aucun impact sur l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens. Il faut également comprendre qu'une grande partie des « Gilets jaunes » ne souhaite pas se contenter de booster leur pouvoir d'achat : ils sont attachés au patrimoine matériel bien entendu, mais également à la défense du patrimoine immatériel. C'est ce que ne comprennent ni Jean-Luc Mélenchon ni Emmanuel Macron. C'est la raison pour laquelle il faut une convergence du combat fiscal et identitaire pour que ce grand soulèvement populaire ne soit pas vain.

Si vous souhaitez un En Marche ! de droite, Marion Maréchal vous semble-t-elle être le futur Macron de la droite : un sondage lui donne 44% d'opinions favorables auprès des sympathisants LR ?

Je pense que la droite ne pourra pas faire sans elle, et dans le fond, Marion Maréchal a aujourd'hui plus un ADN de droite de gouvernement qu'un ADN du RN. Sa montée dans les sondages s'explique par sa sincérité et sa crédibilité. Contrairement à sa tante, Marion Maréchal n'a pas une analyse sectorielle de la société : elle s'adresse à la fois aux classes moyennes et populaires, mais également à la petite bourgeoisie. Et c'est ce qui plaît à l'électorat traditionnelle de la droite, surtout celui qui a voté Fillon en 2017.

D'ailleurs, vous êtes à l'ISSEP en formation continue (école créée par Marion Maréchal), pouvez-vous nous en parler ? Quels sont ses objectifs ?

L'ISSEP allie l'excellence et le développement de l'esprit critique avec un intérêt accru pour la culture générale. L'objectif clair étant de bâtir une nouvelle élite, pa-

triotte et enracinée. L'ISSEP donne une offre éducative alternative, loin de nos écoles qui promeuvent le multiculturalisme et alimentent l'homogénéisation des pensées.

À mon sens, il faudrait favoriser la diversité au sein de l'élite française qui provient souvent d'un même moule... Mon discours n'est pas anti-ENA ou anti-Sciences Po mais un équilibre est nécessaire. D'ailleurs, L'ISSEP n'est pas anti-élites comme une partie de l'extrême-droite, mais entend opérer un remplacement des élites actuelles.

Comment jugez-vous l'action d'Emmanuel Macron ?

Dans le domaine économique, Emmanuel Macron n'est pas à la hauteur du discours qu'il avait tenu lors de la campagne présidentielle, notamment pour la réduction des dépenses publiques. Aujourd'hui, on approche les 100% de dette publique par rapport à notre PIB, alors que l'on prélève 1000 milliards d'impôts, faisant de la France le pays développé avec le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé, à hauteur de 48.4% ! La France est contrainte d'emprunter 200 milliards d'euros en ce début d'années, ce qui est un record absolu.

Sur la question centrale de l'identité, je crains qu'il s'agisse d'un problème constitutif du macronisme. Emmanuel Macron n'a pas pris conscience de l'importance de la question des conflits identitaires et culturels en France. Seul Gérard Collomb semble l'avoir compris, mais bien trop tard...

Gérard Collomb, avant de quitter Beauvais, a évoqué les quartiers populaires où la « situation est très dégradée (...) où la loi du plus fort s'impose – des narcotrafiquants, des islamistes radicaux – et a pris la place de la République. » Qu'est-ce que vous en pensez ?

Il faut citer la phrase révélatrice de l'ancien ministre de l'Intérieur : « Aujourd'hui on vit côte à côte... Je crains que demain

on vive face à face ». C'est une phrase solennelle qui, à mon sens, résume tout de la situation que rencontre notre pays aujourd'hui. À cela vient s'ajouter l'expression utilisée par Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, qui parle de « colonisation à l'envers ». Enfin, le livre *Inch Allah* de Davet et Lhomme (et des étudiants en journalisme du CFJ ndlr.) semble découvrir l'islamisation des banlieues. Je rappelle que ce sujet est soulevé par une partie de la droite depuis près de 15 ans, en se faisant injurier de « fascistes » par tous ceux qui ne voulaient pas reconnaître l'existence de ce problème. Dans les faits, aujourd'hui, je pense que l'on vit un grand remplacement culturel. Je considère qu'il y a un vrai problème avec l'islam en France.

Pas avec l'islamisme ? Avec l'islam même ?

Je considère qu'il y a des musulmans modérés mais que l'islam modéré n'existe pas ; cette spécificité tient à l'histoire et à la constitution même de la religion musulmane, très différente de la religion chrétienne. La parole du Coran est incréée, à savoir qu'elle n'est pas sujette à l'interprétation car elle vient directement d'Allah. Les commandements du Coran doivent être réalisés. On ne peut pas transgresser la parole du Coran, ni même la discuter ou l'interpréter, car cela reviendrait à contredire Dieu. Enfin, le Coran constitue un code juridique très strict qui a vocation à être au cœur d'un appareil d'État. Tout cela conduit à une religion qui est intrinsèquement peu conciliable avec l'idée de République et surtout de la France de culture chrétienne.

Selon moi, l'immigration en provenance de ces pays de culture musulmane est un danger pour notre civilisation, d'autant plus que nous accueillons déjà une importante communauté musulmane en France.

Pour vous, Eric Zemmour est la cause ou le symptôme d'une partie de la société hostile à l'immigration et attachée à l'identité ?

Le fait que ses ouvrages rencontrent un si vif succès est révélateur de la situation de notre pays, et de ce que ressent la France périphérique, celle des oubliés, comme les qualifie Guilluy. D'autre part, Eric Zemmour réinstalle le débat entre intégration et assimilation. On doit épouser totalement la France. La France se mérite. Zemmour incarne une France qui veut redevenir fière d'elle-même, une France qui ne veut pas disparaître et souhaite renouer avec l'idée de puissance.

Vous êtes optimiste ou pessimiste pour le monde, la France et la droite française de demain ?

Je suis très optimiste. On voit aujourd'hui qu'il y a un réveil des peuples européens. Les élections d'Orban et de Salvini sont des signes d'espoir pour la droite française, la droite qui parle au peuple. Dans ces pays, les véritables questions populaires sont traitées : l'identité, la sécurité, l'emploi et j'en passe.

Des signes d'espoir qui ne doivent néanmoins pas nous faire tomber dans une euphorie naïve et passive. Il faut agir maintenant pour la France. Nous devons accéder au pouvoir le plus tôt possible, au risque de vivre dans un pays qu'on ne reconnaîtra plus... C'est tout l'enjeu de mon engagement politique. Je refuse qu'on passe progressivement d'une France des clochers à une France des minarets, et que l'État, par son omniprésence, finisse par tuer la Nation.



Cédric Rivet-Sow

De la campagne de François Fillon à la présidence des jeunes Libres !, le mouvement créé par Valérie Pécresse, Cédric Rivet-Sow, 24 ans, se décrit comme un défenseur d'une droite libérale et ouverte, en phase avec les mouvements du monde. Cédric Rivet-Sow est donc notre second interlocuteur, et nous présente sa ligne politique et idéologique, en rupture avec notre premier intervenant.

Libres !, pourquoi ce mouvement, pourquoi ce nom, en quoi pourrait-il compléter l'offre politique à droite ?

Il la complète car il rentre dans un espace qui a été délaissé et qu'on a perdu de notre électorat : parce qu'on n'avait pas de solutions en matière sociale, qu'on ne parlait pas assez d'Europe, de ruralité... C'est de leur quotidien que les gens veulent qu'on parle ! A mon humble avis V. Pécresse réussit à faire retenir ces gens tentés de partir à l'UDI ou chez En Marche. Aujourd'hui, on a besoin d'avoir un socle de droite assez large. On doit donc maintenir ce socle, l'élargir pour avoir la possibilité de gagner.

Les objectifs de ce mouvement sont essentiellement régionaux (Île de France) ou bien nationaux ?

Non c'est un mouvement national. Aujourd'hui, Valérie Pécresse n'a pas envie de laisser la droite mourir, et laisser l'extrême droite ou La République en Marche (LREM) siphonner tout notre électorat. Il ne faut pas regarder les trains passer, l'important est de gagner par la suite.

Par exemple pour les européennes, ce mouvement va-t-il soutenir LR ou va-t-il se mettre en marge, voire en marche ?

« Libres ! » reste un mouvement dans les Républicains, il n'y a absolument pas aujourd'hui une envie de créer une liste pour « emmerder Wauquiez », le but c'est de peser sur la ligne politique, faire en sorte que la droite garde un socle élargi, et cohérent avec son histoire et ses valeurs.

Dans un autre registre, vous êtes président des jeunes d'un mouvement politique, donc pour vous, comment réconcilier les jeunes avec la politique au sens de l'engagement partisan ?

Il faut faire participer les jeunes de manière réelle, les jeunes ne doivent pas être cantonnés à aller tracter et à installer des chaises dans les meetings. C'est important, certes, mais il faut faire en sorte que les jeunes se sentent concernés par les partis politiques et leurs leaders. C'est ce qu'on veut faire chez Libres !, on veut rassembler les jeunes pour qu'ils parlent, confrontent leurs idées.

Les jeunes sont très souvent intéressés par des sujets comme l'écologie qui semble relativement absente des préoccupations et des idées mises en avant par la droite aujourd'hui.

Oui c'est malheureux, la droite a tout intérêt à parler et à se saisir de ces sujets là car ce sont des sujets qui concernent directement la jeunesse. On doit s'en saisir car sinon on se met en marge du mouvement, il ne faut pas se laisser faire passer pour des ringards. Mais on ne doit pas évoquer l'écologie de manière démagogique, il faut que les choses soient construites ! Pas faire trois ou quatre propositions mais construire et réfléchir à un véritable projet qui inclurait l'écologie.

Est-ce que vous croyez au « capitalisme vert », à une « croissance verte » ?

Je pense que la France doit investir dans l'économie verte. Mais comment peut-on changer tout ça ? Très honnêtement c'est compliqué. On ne peut pas vraiment imposer une croissance verte. Comme on l'a vu avec la crise des gilets jaunes on ne peut pas dire aux gens vous devez rouler en électrique alors que pendant des années on a subventionné le diesel ! Il faut faire ça sérieusement on ne veut pas imposer aux gens des changements de comportement comme ça du jour au lendemain surtout avec une taxe en terme d'originalité on fait mieux...

Est-ce que vous croyez au nouveau clivage entre les progressistes et les conservateurs ?

Je pense qu'en France, il y a des clivages comme ça, notamment dans le domaine social, sociétal, en matière de politique étrangère. Pour ma part, je ne crois pas que ce soit à l'État ou aux partis politiques de s'en saisir. Par exemple, vis à vis du mariage pour tous, je n'avais rien contre. L'État ne doit pas s'immiscer dans l'intimité des Français et encore moins dans leur chambre à coucher.

Mais je pense que ce clivage n'écrase pas le clivage droite-gauche. Pour moi la droite porte en elle l'idée que la meilleure mesure sociale c'est que tout le monde ait du travail alors que la gauche c'est d'assister les gens...

Est-ce qu'en plus d'être libéral vous vous revendiquez d'une droite où la perpétuation des traditions à sa place ?

Je pense que les traditions, les pensées, les sociétés évoluent avec le temps. Et pour moi l'État ne doit pas freiner ces mouvements naturels. Mais je pense tout de même que chaque société doit avoir un socle de valeurs, il y a des choses effectivement immuables.

Vis-à-vis des « Gilets jaunes », quelles sont les causes, pour vous, de ce vaste mouvement ?

Pour moi la première cause, c'est qu'aujourd'hui le travail n'amène pas satisfaction. Quand on bosse toute la journée, des années et qu'on ne peut même pas se payer un week-end de vacances, c'est qu'il y a un gros problème... Et à la longue, les Français, ils craquent.

Une autre cause c'est la désillusion consécutive aux actions d'Emmanuel Macron. Il a, tout au long de sa campagne, forcé le trait, disant qu'avec lui tout serait différent, que le travail allait payer, que le pouvoir d'achat allait s'améliorer. Une fois au pouvoir, ça été la désillusion la plus totale : une augmentation des taxes, une baisse du pouvoir d'achat, la somme de ses actions a été la goutte d'eau qui a fait déborder un vase qui avait commencé à



se remplir il y a longtemps de cela. Enfin vous ajoutez à cela son côté donneur de leçon qui dit en gros « vous ne savez pas que c'est bon pour vous, mais moi je le sais donc vous allez faire ce que je dis ». Et il ne faut pas s'étonner que cela ait explosé sous son mandat.

À votre avis, a-t-on raison de parler de la France des oubliés pour qualifier cette France qui s'exprime à travers ce mouvement ?

De nombreuses personnes constatent tous les jours une certaine injustice, entre le fait qu'on donne tout aux urbains - du travail, des moyens de se déplacer, de nombreux services publics - et que dans la ruralité, on a plus de mal à boucler les fins de mois, on a des difficultés à se soigner etc.

Mais je pense que ces deux France - la France périphérique et celle des villes - ne sont pas coupées en tout point, comme certains voudraient le faire croire. Par exemple, les citoyens prennent de plus en plus conscience des problèmes des agriculteurs qui ont de faibles marges sur leur production. De plus en plus d'habitants des villes essaient d'acheter des produits un peu plus chers mais qui permettent à l'agriculteur d'avoir une juste rémunération et de vivre décemment de son travail. Il y a de moins en moins cet esprit du « je prends le moins cher possible ». Les mentalités changent, une conscience collective s'installe et ça donne espoir.

Vous diagnostiquez le libéralisme comme un remède aux maux de la France, mais qu'en pensent les Français ?

Les Français en ont marre d'être infantilisés par l'État. Mais quand on évoque l'idée de casser les barrières, de réduire l'intervention de l'État dans l'économie, les gens ont peur parce qu'ils pensent qu'ils vont se faire bouffer par la mondialisation (idée attisée par certains partis politiques). On va finir esclave

de la mondialisation. Cette idée est bien sûr fautive mais elle entretient la défiance envers le libéralisme qui sera, il est vrai, difficile à mettre en place.

J'ai reçu la dernière fois Erik Tegnér, qu'est ce que vous pensez de l'union des droites, une de ses idées phares ?

C'est une utopie d'une certaine partie de la droite. Ça n'apporte aucune solution. Vis à vis des gens chez les Républicains qui réclament l'union, je ne comprends pas ce qui les retient d'aller au RN. Il y a un moment si on ne se sent pas bien dans un parti politique, on le quitte et on va militer dans un parti qui nous correspond plus. J'ai l'impression que chaque génération, a sa personnalité qui sort que l'union des droites c'est la solution à tout. Si ces gens croient vraiment que ce que veulent les Français c'est l'union des droites, ils se plantent totalement. Les Républicains ont plutôt intérêt à reprendre un virage libéral.

Pour 2022, va-t-il y avoir un nouveau Balladur - Chirac (avec Valérie Pécresse et Laurent Wauquiez présents au premier tour) ou allez-vous vous organiser pour mettre en place des primaires ?

Je ne sais pas si cela va s'organiser, comment ça va se faire. Mais je pense que la primaire est la meilleure chose qu'ait pu faire la droite depuis un bon bout de temps, une primaire ouverte, payante. Cela a permis aux caisses du parti de se renflouer et aux candidats de bâtir des projets solides sur un temps long. Nous sommes arrivés à la présidentielle avec un corpus idéologique et un programme qui était fait. Ce n'était pas des propositions écrites sur un coin de table.

La primaire est nécessaire. Elle permet de rassembler et de légitimer le gagnant, ainsi que de créer une dynamique.

Un dernier mot ?

À droite, je ne veux pas de guerre des clans, mais un espace, un parti où s'expriment diverses sensibilités. 🐾

Alexandre Freu

Entre la présidence des Républicains Sciences Po et ses engagements locaux en tant que membre élu du comité de la quatrième circonscription des Alpes maritimes et du bureau de sa fédération, Alexandre Freu s'inscrit dans la tradition d'une droite sociale et plus interventionniste que les deux précédents interviewés.

Quelle est votre ligne politique, votre vision de la droite ?

J'aurais tendance à me revendiquer gaulliste. Mais ce mot est tellement usurpé qu'il veut aujourd'hui tout et rien dire. Je me réclame d'une droite sociale, avec un prisme sécuritaire et régalien assez marqué.

Vous êtes en phase avec cette phrase de Benjamin Disraeli (ancien premier ministre du Royaume-Uni) : « Réformer ce qu'il faut, conserver ce qui vaut » ?

Oui, bien sûr, je suis entièrement d'accord avec ça ! Je suis conservateur parce que je veux conserver ce qui est bon.

Qu'est-ce que vous pensez de l'état de la droite et du poids de celle-ci aujourd'hui ?

Ça va mal. Ce que vit la droite républicaine est un peu ce qu'a vécu le Parti socialiste (PS) il n'y a pas si longtemps que ça : un effondrement de la base électorale. L'autre problème c'est qu'on a encore des élus locaux. Mais pour combien de temps ? Il y a le risque d'une territorialisation de la droite française et d'une perte de la portée nationale de son discours. Enfin on n'a pas de véritable projet national clair, ce qui nous paralyse. On n'arrive pas à trancher sur la question européenne ou sur la question du rôle de l'État par exemple. On a perdu un corpus idéologique, donc aujourd'hui nous n'avons pas, véritablement, de ligne claire et décidée.

Est-ce qu'on assiste aujourd'hui à une scission entre une droite libérale et une droite conservatrice ?

Ce sont deux droites qui ont toujours été différentes. La rupture entre ces deux droites est sociologique. Elles ne correspondent pas au même électoralat. Or, on n'arrive pas à choisir la base sociologique à laquelle on veut s'adresser, donc on perd les deux. Une qui va chez Nicolas Dupont-Aignan et chez Marine Le Pen et une autre qui va plutôt chez Emmanuel Macron. Il faut vraiment que l'on fasse une clarification idéologique pour ensuite appliquer une stratégie, et non pas faire le contraire.

Cette fracture semble s'accroître quand on entend les jeunes personnalités de droite qui émergent, entre Erik Tegnér qui prône l'union des droites et Cédric Rivet-Sow qui espère un virage libéral de la droite pour reconquérir le centre droit.

En soi, on ne peut pas, dans l'état actuel des choses, concilier ces deux visions. D'une part, pour la vision d'alliance avec le centre, on a un problème évoqué par cette fameuse maxime : « le RPR amène les électeurs, l'UDF les élus ». Ce qui peut agacer les gens de droite. Pour la question relative à l'union des droites, idéologiquement et stratégiquement, cela n'est pas envisageable ni souhaitable. Si alliance il y a, le RN aspirera LR, et non le contraire. En

effet, ces derniers ne sont absolument pas en position de force. Pour moi, la création de l'UMP s'est inscrite dans une visée qui était de créer une forte alliance entre le centre et la droite. Or ça a été un échec, et dans l'autre sens, l'alliance avec le RN conduira aussi à un échec de la droite.

En 2022, les régionales serviront de primaires

Mais comment fédérer ? La primaire est-elle envisageable ?

C'était une belle expérience démocratique. Elle s'est bien déroulée, mais je ne pense pas qu'on puisse la reproduire. Il faut se rappeler que la primaire a bien marché du fait de l'intérêt porté par les français sur celle-ci. En effet, on pensait à l'époque que le gagnant de cette primaire serait le futur président de la République. Force est de constater que la droite ne sera pas du tout dans la même configuration en 2022, et que la primaire perdra en quelque sorte sa saveur du fait d'un possible désintéressement. Mais honnêtement, quand on voit les potentiels représentants de la droite en 2022 : Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez et Xavier Bertrand, même s'il a quitté LR, ce sont tous des élus régionaux. Donc les régionales serviront en quelque sorte de primaire.

À droite, on trouve des visions différentes vis à vis de l'Europe. Quel est votre avis sur cette thématique ?

Tout d'abord, c'est un sujet extrêmement important. De l'Europe découle notamment la politique budgétaire et économique de la France. Pour moi, la souveraineté des nations doit être respectée au sein de la communauté européenne et en soi n'est pas divisible. Je ne suis donc absolument pas favorable à une dérive fédéraliste. D'autre part, on remarque des dysfonctionnements importants au sein des institutions, mais aussi dans l'absence de mesures prises pour taxer les GAFAs par exemple. Ou encore le refus par le parlement du partage des fichiers relatifs au terrorisme comme l'a été le PNR. L'Europe doit être plus efficace et cohérente dans le traitement de ces sujets. L'Europe élargie a tué l'intergouvernemental sans pour autant que le Parlement européen ou la Commission ne représentent des alternatives crédibles et surtout légitimes pour donner du crédit à un projet européen.

Un avis sur la tête de liste des Républicains aux européennes : François-Xavier Bellamy ?

Le premier mot qui me vient à l'esprit est : fraîcheur. C'est une nouvelle tête, une bien faite qui plus est ! Il répond à la fois à la demande de renouvellement et de mise en lumière d'une idéologie claire.

Que pensez-vous du Grand débat national organisé par le gouvernement ?

Pas grand-chose. Je vois une organisation assez étrange, pilotée par deux ministres après avoir écarté l'administration indépendante en charge de son déroulé. Vous rajoutez à cela une utilisation des maires souvent ignorés, ainsi qu'une lettre, pas si mal en soi, mais qui ne répond pas véritablement aux attentes. Vous avez à la fin quelque chose d'assez flou avec un exécutif qui semble mépriser les élus locaux mais aussi l'administration. Et pour moi, la véritable expression démocratique c'est l'élection, pas de simples débats.

Et plus globalement comment voyez-vous le mouvement des « Gilets jaunes » ?

C'est un beau mouvement. Il est évident qu'il faut condamner les violences, mais il y a quelque chose de beau, de sein dans ce mouvement. C'est la réappropriation et le réinvestissement de la place publique par les citoyens français. Vis-à-vis du RIC (Référendum d'initiative citoyenne), je n'y suis pas opposé, bien au contraire. Il faudra simplement poser un cadre.

Cette mobilisation dans les rues et sur les ronds-points n'est-elle pas aussi la preuve d'un échec de l'opposition à se faire entendre et à porter au Parlement des revendications et des (contre-) projets concrets ?

Oui effectivement, mais je pense que les « Gilets jaunes » comprennent que dans un système très présidentiel comme le système français, on a besoin du Parlement. Je remarque ainsi qu'aujourd'hui peu de « Gilets jaunes » demandent la suppression du Sénat par exemple, der-

rière opposition institutionnelle à l'action de l'exécutif.

Vous êtes le Président des Républicains de Sciences Po. Comment mobilisez-vous les étudiants pour qu'ils assistent aux réunions, aux débats, à tout simplement faire naître un engagement partisan ?

Ce n'est pas facile ! D'une part il faut montrer, via des conférences par exemple, les idées, les valeurs que porte la droite. D'autre part, il faut montrer que certes la politique est quelque chose de parfois difficile, mais qu'il y a bien des humains derrière. J'ai ainsi constaté que ce semestre, l'événement qui a attiré le plus de nombre a été la visite du siège des Républicains.

On parle peu des problématiques écologiques

Comment expliquez-vous que la droite soit minoritaire chez les jeunes ?

Parce qu'il n'y a pas ou peu de discours pour la jeunesse. Hormis sur la thématique de l'emploi, il n'y a pas grand-chose aujourd'hui. De plus, peu de nouvelles têtes émergent, on parle peu des problématiques écologiques qui sont tout de même au cœur des sujets importants pour les jeunes. Et c'est vraiment problématique.

Est-ce que vous avez quelque chose à ajouter ?

J'appelle à la clarification de notre ligne politique et à trancher sur les grands sujets comme l'Europe. Ne pas faire cela, c'est courir à notre perte !

